



MARCHE DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION

ACCORD-CADRE RELATIF A LA TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE (TMA) CORRECTIVE ET EVOLUTIVE DE L'APPLICATION COUPES SOUS PICK UNIVERSE

APPEL D'OFFRE OUVERT

passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

N° 2025-9270-008

Objet de l'accord-cadre

L'objet du présent contrat porte sur des prestations de service, de la maintenance applicative et support associé des applications Coupes sous PICK-UNIVERSE, d'évolutions et de d'accompagnement à l'archivage numérique des données des applications sous PICK UNIVERSE.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1.	PERSONNE PUBLIQUE	4
1.2.	PERSONNE SIGNATAIRE DU MARCHE	4
1.3.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU MARCHE	4
1.4.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2.	NOMENCLATURE	4
3	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	5
3.1.	PROCEDURE	5
3.2.	STRUCTURE DE L'ACCORD-CADRE	5
3.2.1	Forme de l'accord-cadre	5
3.2.2.	Décomposition en lots	5
3.3.	DECOMPOSITION EN TRANCHES	5
3.4.	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	5
3.5.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
3.6.	MODIFICATIONS DU MARCHE	6
3.7.	LIEU D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	6
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE	6
5	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	6
6	CONDITIONS D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS PASSATION DES COMMANDES	6
6.1.	PASSATION DES COMMANDES	6
6.1.1	Modification d'un bon de commande	7
6.1.2	Suspension d'un bon de commande	7
6.1.3	Annulation d'un bon de commande	7
6.2.	ORGANISATION DES PRESTATIONS	7
6.3.	ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	8
6.4.	OBLIGATIONS DE L'ONF	8
6.5.	RESTITUTION	9
6.6.	SOUS-TRAITANCE	9
7	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	9
7.1.	GENERALITES	9
7.2.	RECEPTION SIMPLE	9
7.3.	AJOURNEMENT	9
7.4.	GARANTIES	10
7.5.	DOCUMENTATION	10
8	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	10
8.1.	UNITE MONETAIRE	10
8.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	10
8.3.	VARIATION DES PRIX	11
8.4.	CLAUDE DE REEXAMEN, PRESTATIONS NON PREVUES	11
8.5.	MODALITES DE FACTURATION	12
	Mentions sur les factures	12
	Transmission des factures	13
8.6.	MODALITES ESSENTIELLE DE PAIEMENT	14
8.6.1	- Avances	14
8.6.2	- Acomptes	14
8.6.3	- Paiement des sous-traitants	15
8.6.4	- Délais de paiement	15

8.6.5 – Intérêts moratoires	15
8.6.6 – Comptable assignataire	15
8.6.2 – Nantissement ou cession de créance	15
9 PENALITES	15
9.1. PENALITES POUR RETARDS	16
9.1.1 Pénalités sur les prestations	16
9.1.2 Autres Pénalités	17
9.2. PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	17
10 PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
11 DROIT, LANGUE	18
12 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	18
13 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	21
13.1. TRAVAILLEURS ETRANGERS	21
13.2. TRAVAIL CLANDESTIN	22
13.3. TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	22
12 OBLIGATION DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	22
13 LITIGES	22
14 RESILIATION DU MARCHE	22
15 ASSURANCE	22
16 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	23
17 DEROGATIONS AU CCAG-TIC	23

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Personne publique

L'Office national des forêts (ONF), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662 043 116 Paris RCS dont le siège est situé au 2 bis avenue du Général Leclerc 94700 MAISONS-ALFORT, ci-après désigné l'ONF.

1.2. Personne signataire du marché

La personne signataire de l'accord-cadre est Madame Valérie Métrich-Hecquet, la Directrice générale de l'ONF au siège de l'établissement.

1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le Chef du département des solutions métiers et géospatiales :

Eric GUILLOTIN
2 bis avenue du Général Leclerc
94 700 MAISONS-ALFORT
Email : eric.gillotin@onf.fr

1.4. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est monsieur le chef du Département achats patrimoine et services généraux au sein de la direction économique et financière de l'Office national des forêts à la direction générale de l'établissement :

Anthony MERCIER
2 bis avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort
Email : sg-p@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements et auprès de qui doivent être faites toutes oppositions et significations est l'Agent Comptable Principal de l'ONF au siège de l'établissement.

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet de l'accord-cadre

L'objet du présent contrat porte sur des prestations de service, de la maintenance applicative et support associé des applications Coupes sous PICK-UNIVERSE, d'évolutions et de d'accompagnement à l'archivage numérique des données des applications sous PICK UNIVERSE.

2.2. Nomenclature

Les références à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) sont les suivantes :

72000000	Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, Internet et appui
72267100	Maintenance de logiciels de technologies de l'information

3.1. Procédure

Le marché est passé par voie d'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2113-11 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

3.2. Structure de l'accord-cadre

3.2.1 Forme de l'accord-cadre

Le marché prend la forme d'un accord-cadre exécuté à bons de commande au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur selon les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

Le marché est passé sans montant d'engagement minimum mais avec un montant maximum, fixé comme suit :

Montant annuel minimum	Montant annuel maximal
Sans	400 000 € HT

3.2.2. Décomposition en lots

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots juridiques, son objet ne permettant pas l'identification de lots distincts. Il est composé de 5 types de prestations :

Prestation	Désignation
1	Prise en main de l'application (prise de connaissance)
2	Prestations de maintenance applicative et support associé des applications Coupes
3	Prestations d'évolutions
4	Appui à la recette des évolutions nécessaires pour la mise en place progressive de la nouvelle solution et son intégration dans le reste du SI de l'ONF.
5	Réversibilité

3.3. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de découpage en tranches.

3.4. Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

3.5. Durée de l'accord-cadre

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 12 mois, reconductible trois fois par périodes d'un an.

La reconduction de l'accord-cadre est tacite sauf décision contraire adressée au titulaire par courrier postal dans un délai au plus de 3 mois avant l'échéance en cours via la plateforme PLACE ou en recommandé avec accusé de réception.

Conformément à l'article R.2162-5 du code de la commande publique, l'émission des bons de

commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. La durée d'exécution des prestations commandées dans le cadre du dernier bon de commande n'excèdera pas quatre (4) mois au-delà de la durée de la date de fin du marché.

3.6. Modifications du marché

En cas d'éventuels achats similaires Le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

En application des articles L2194-1-1 et R2194-1, le présent marché peut être modifié notamment dans les termes suivants :

- En appliquant un plan de progrès. Il vise à améliorer la performance, la productivité, la qualité et les coûts. Ce plan de progrès peut être demandé au titulaire à l'issue de chaque année, et est acté dans le cadre des comités de pilotage. Il peut être proposé par le titulaire, ou les objectifs peuvent être demandés par l'ONF.
- Tout élément permettant d'améliorer les processus définis au marché, et les résultats attendus.

Les modalités sont prévues à l'article 8.4.

3.7. Lieu d'exécution de l'accord-cadre

La prestation est réalisée :

- Au siège de l'ONF situé au 2 bis avenue du Général Leclerc - CS 30042 - 94704 Maisons-Alfort Cedex.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogations à l'article 4-1 du CCAG-TIC, les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement du titulaire, et son annexe 1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) ; et son annexe 2 : coordonnées des personnes en charge du marché ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le C.C.A.G-TIC arrêté du 30 mars 2021, JORF n°0078 du 1 avril 2021 ;
- les bons de commandes ;
- le mémoire technique du titulaire ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance.

A noter, le CCAG TIC étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de l'ONF, font seuls foi.

5 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont décrites dans le CCTP.

6 CONDITIONS D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS PASSATION DES COMMANDES

6.1. Passation des commandes

Toutes les prestations sont commandées au titulaire par bons de commande émis par le représentant de la Direction systèmes d'information et adressé par courriel au titulaire, la date de l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Les commandes sont adressées au titulaire par l'ONF soit :

- sur la base des prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires,
- sur devis dans les conditions ci-après :

Après étude, le titulaire établira un devis qui comprendra le nombre de jours correspondants nécessaires à la réalisation de la prestation. Le devis détaillera la prestation sur la base des prix unitaires fixés au BPU, désignera un chef de projet et fournira la planification correspondante. Le titulaire dispose d'un délai maximum de 5 jours calendaires pour fournir ce devis, sous peine de pénalités prévues au CCAP. Le devis doit mentionner une date de livraison maximale. Tout retard est soumis à pénalités prévues au CCAP.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, si, dans un délai de 3 jours à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de la part de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande ayant fait l'objet du bon de commande.

6.1.1 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande modificatif. Le bon de commande modificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention et qu'elle est directement et exclusivement imputable à l'ONF, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie sur pièces des préjudices causés par cette modification.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnisation de la part de l'ONF.

6.1.2 Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution par courrier électronique pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande modifiant le ou les bons de commande suspendus, soit annuler le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

6.1.3 Annulation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en annuler l'exécution. L'ONF en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'annulation du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du début de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas, l'annulation d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de l'ONF.

6.2. Organisation des prestations

Les intervenants resteront en toutes circonstances sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire.

Le titulaire assure en sa qualité d'employeur, la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés intervenant dans l'exécution des prestations prévues dans le cadre du présent marché.

Tout empêchement de l'intervenant à honorer une intervention planifiée devra être signalée par le titulaire au responsable ONF du marché dans les meilleurs délais.

Le titulaire se tiendra régulièrement informé auprès de ses intervenants (salariés et sous-traitants) et du responsable du marché pour l'ONF des prestations réalisées.

6.3. Engagements du titulaire

Le titulaire du marché s'engage à réaliser les prestations, objet du présent marché, dans le cadre d'une obligation de résultat.

Le titulaire s'engage à affecter à la réalisation des prestations, objet du présent marché, des intervenants dont il garantit les compétences et l'expérience.

Le titulaire se conformera aux règles et usages de la profession.

Le titulaire s'engage à désigner, parmi son personnel, pendant toute la durée du marché, comme interlocuteur de l'ONF, un représentant permanent investi d'un plein pouvoir de décision pour l'exécution du marché. Dans le cadre de ses attributions, et sans qu'il puisse amender le marché, la signature du responsable de projet engage en toute matière, immédiatement et irrévocablement le titulaire. Le titulaire s'engage à désigner un remplaçant investi des mêmes pouvoirs que le responsable de projet, en cas d'incapacité temporaire ou définitive de ce dernier.

Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

A ce titre, le titulaire devra notamment :

- Conseiller l'ONF sur tout choix ou toute demande effectuée par l'ONF qui pourrait affecter les objectifs du marché ou avoir une incidence sur ses conditions de réalisation ;
- Alerter sans délai de manière motivée l'ONF de tout événement, évolution ou incident pouvant affecter la réalisation des objectifs et des engagements visés par le présent marché, y compris si cet événement est imputable à l'ONF, et proposer, le cas échéant, tout complément ou toute modification aux prestations à réaliser dans le cadre du présent marché.

Le titulaire s'engage à se conformer aux obligations de confidentialité et de sécurité prévue à l'article 5 du CCAG-TIC.

Le titulaire s'engage à livrer systématiquement les versions françaises des différentes documentations rédigées dans le cadre d'exécution du présent marché, que ce soit au format papier ou électronique.

Le titulaire s'assurera avant toute intervention que les mesures nécessaires à la sauvegarde des données ont été prises.

Le titulaire s'engage à mettre à jour gratuitement cette documentation au fur et à mesure des évolutions des applications.

6.4. Obligations de l'ONF

L'ONF s'engage d'une part à désigner, pour la durée du marché, un interlocuteur à l'ONF, personne qualifiée ayant la responsabilité de prendre ou de faire prendre toute décision en son nom et d'autre part à mettre le titulaire en rapport avec les membres de son personnel concerné par la réalisation desdites prestations.

L'ONF s'engage à communiquer au titulaire toute information et tout document dont il dispose et à lui en faciliter la consultation, dans la mesure où ces informations et ces documents seront nécessaires au titulaire pour l'exécution de ses prestations.

L'ONF s'engage à assurer aux intervenants et dans la mesure où ils lui sont nécessaires pour l'exécution de leurs prestations le libre accès à ses locaux aux jours et heures habituels de l'ONF et sur rendez-vous pris au moins 72 heures à l'avance.

6.5. Restitution

Dès la cessation, pour quelque cause que ce soit, du présent marché, le titulaire s'engage à remettre à l'ONF tous les éléments en sa possession remis par l'ONF, sous quelque forme que ce soit, pour lui permettre d'effectuer ses prestations, aussi bien celles déjà réalisées que celles en cours de réalisation, et qui sont encore sous sa garde. A cette fin, les parties se rapprocheront afin de déterminer les modalités de restitution desdits éléments de toutes natures appartenant à l'ONF et conservés par le prestataire.

Le titulaire restituera à l'ONF:

- les synthèses statistiques et bilans d'exploitation mensuels,
- les moyens matériels et/ou logiciels que l'ONF lui a confiés pour l'exécution des prestations ainsi que les dossiers et documentations techniques qui s'y rapportent,
- les transferts de contrats de fourniture de biens et/ou de services,
- tout élément qui aurait été mis à la disposition du prestataire par l'ONF au titre du marché.

Le prestataire s'engage à ne conserver aucune copie des éléments susmentionnés.

6.6. Sous-traitance

Dispositions du code de la commande publique.

7 MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS

7.1. Généralités

Par dérogation à l'article 30 du CCAG/TIC, les opérations de vérification sont effectuées par le responsable du suivi de l'accord-cadre de l'ONF ou son représentant qui étudie les livrables pour vérifier qu'ils répondent aux stipulations prévues au présent marché. Il dispose d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception du livrable pour notifier sa décision.

A l'issue des vérifications, le responsable du projet prononce la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des prestations dans les conditions du chapitre V du CCAG-TIC.

7.2. Réception simple

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-TIC, au-delà de 20 jours ouvrés, la réception tacite est acquise sans formalisme particulier.

7.3. Ajournement

Lorsque L'ONF juge que les prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations de l'accord-cadre moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, il prononce l'ajournement de la réception des prestations concernées.

La décision d'ajournement doit être motivée et les compléments, améliorations ou mises au point doivent être listés et adressés par l'ONF au titulaire.

L'ajournement a pour effet de suspendre le paiement : la retenue ainsi opérée ne sera versée qu'après la réception totale.

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC, l'ONF notifie sa décision d'ajournement au titulaire dans les 10 jours ouvrés suivant la livraison des prestations.

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC, le titulaire dispose de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la décision d'ajournement, pour indiquer à l'ONF le délai qui lui est nécessaire pour parfaire les prestations.

A défaut de réponse du titulaire dans les 5 jours ouvrés, l'ONF pourra :

- Soit confirmer sa décision d'ajournement, s'il juge trop long le délai nécessaire au titulaire pour parfaire les prestations ;
- Soit substituer à sa décision d'ajournement une décision motivée de réception (éventuellement assortie d'une réfaction) ;
- Soit de rejet.

A compter de la date de la nouvelle présentation par le titulaire, l'ONF dispose à nouveau d'un délai de 10 jours ouvrés pour procéder aux vérifications et notifier sa décision au titulaire : nouvel ajournement, réception avec ou sans réfaction, ou rejet.

Chaque notification sera effectuée conformément à l'article 3.1 du CCAG-TIC.

Les frais engendrés par les éventuelles corrections apportées aux prestations par le titulaire sont à la charge de celui-ci.

7.4. Garantie

Par dérogation à l'article 36 du CCAG TIC, la garantie est de trois mois à compter de la livraison en production pour la maintenance corrective et adaptative et de six mois à compter de la mise en production pour les prestations évolutives. Le titulaire garantit la conformité de l'applicatif aux spécifications prévues par les documents particuliers du marché et/ ou du bon de commande/ ordre de service.

A ce titre, pendant la durée de garantie, le titulaire corrige gratuitement tout incident/ anomalie (quel que soit son niveau) de fonctionnement de son logiciel par rapport aux spécifications du marché et/ou commande.

Lorsque l'anomalie/ incident est constatée sur un logiciel standard dont le titulaire n'est pas l'éditeur, le titulaire met en œuvre les clauses de garantie prévues par l'éditeur du logiciel standard concerné qui sont préalablement portées à la connaissance de l'acheteur. La correction est effectuée gratuitement.

Pour l'application du présent article, l'acheteur établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par l'acheteur

Toute sollicitation dans les délais susmentionné et non résolu proroge le délai de garantie jusqu'à résolution de la sollicitation.

7.5. Documentation

Le titulaire livre, avec chaque matériel ou chaque logiciel, une documentation technique en langue française indiquant les modalités de leur mise en fonction. Il en est de même à chaque livraison de mise à jour, correction ou de nouvelle version de logiciel.

Le prix de cette documentation technique est inclus dans le prix du marché.

Cette documentation technique donne la composition et les caractéristiques du matériel ou du logiciel, ainsi que leurs procédures courantes d'utilisation. Elle doit être transmise au plus tard à la livraison du matériel, du logiciel, de chaque mise à jour ou nouvelle version le cas échéant.

L'absence de documentation mise à jour peut empêcher le règlement total des prestations livrées, ou peut-être un motif de réfaction des factures.

8 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

8.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

8.2. Forme et contenu des prix

Le marché prend la forme d'un marché à bons de commande, les prix sont unitaires et forfaitaires (voir le BPU).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de déplacement des ressources du titulaire en région Ile de France sont compris dans le prix des prestations.

Seuls les déplacements sur un site de l'ONF (hors région Ile de France) sont, après avoir été préalablement autorisés par écrit par l'ONF, remboursés par l'ONF en application de la réglementation des frais de déplacements en vigueur au sein de l'ONF.

Ils incluent l'ensemble des frais et taxes consécutifs au respect des obligations contractuelles du titulaire, notamment liés à la livraison et à la garantie.

8.3. Variation des prix

Les prix sont fermes la première année. Ils sont ensuite révisibles dans les conditions suivantes :

Les prix seront révisés une fois par an, à la date anniversaire du marché, selon la méthode dite "en chaîne", en appliquant à chaque poste du bordereau des prix unitaires un coefficient de révision arrondi au millième supérieur, selon la formule suivante :

$$P = P_0 (I / I_0)$$

Dans laquelle :

P	=	Prix hors taxe révisé
P ₀	=	Prix hors taxe précédant l'année de reconduction
I	=	Indice SYNTEC

- L'indice d'ajustement (I) sera le dernier indice connu au premier jour du mois anniversaire du marché
- L'indice de base (I₀) sera le même 12 mois auparavant

Le titulaire adressera le BPU révisé, pour validation de l'ONF, par courriel ou lettre recommandée avec accusé de réception, un mois avant son entrée en vigueur.

L'ONF disposera de trente jours, à compter de la date de réception pour valider les nouveaux prix.

En cas d'acceptation, les nouveaux prix entreront en vigueur, dès le délai de trente jours écoulés dans le cas d'une acceptation tacite, ou dès réception par le fournisseur de l'accord formel de l'ONF en cas d'acceptation expresse dans un délai inférieur.

En cas de refus, l'ONF informera le titulaire de l'erreur de calcul constatée et lui adressera la version corrigée pour accord.

Les anciens prix continueront de s'appliquer jusqu'à l'accord du titulaire sur la proposition faite par l'ONF.

8.4. Clause de réexamen, prestations non prévues

Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix des prestations objet du présent marché devaient intervenir, les parties pourront convenir d'un réexamen par voie d'avenant des nouvelles conditions d'exécution financières et/ou opérationnelles du présent marché. L'application de la présente clause de réexamen peut notamment conduire à l'ajout d'unités d'œuvre au bordereau des prix unitaires.

L'avenant issu de cette clause de réexamen ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou les caractéristiques substantielles des prestations.

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans l'annexe financière (BPU) à l'acte d'engagement s'avèreraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur.

Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base. Les nouveaux prix correspondants seront créés par bon de commande et pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

L'annexe financière sera éventuellement modifiée en conséquence.

Le CCTP peut aussi être modifié, dans les conditions prévues à l'article 3.6 du CCAP.

8.5. Modalités de facturation

La facturation des prestations intervient suivant le calendrier ci-dessous et après service fait :

Prestation	Désignation	Facturation
Prestations de type 1 :	Prise de connaissance	❖ à réception des livrables et validation du service fait; paiement 100% à terme échu.
Prestations de type 2 :	Maintenance des applications Coupes et support associé	❖ A validation des réponses ou travaux effectués. Le paiement s'effectuera à 100% à terme échu à compter de l'acceptation de la prestation et des livrables associés. maximum. L'absence de procès-verbal notifiant l'acceptation de celle-ci dans les 20 jours ouvrés suivant la livraison/ réalisation entraine acceptation tacite de la part de l'ONF.
Prestations de type 3 :	Maintenance Evolutive	❖ Validation en recette de la solution livrée par le titulaire (prononcé de Vérification d'Aptitude). La validation en recette entraine le paiement de la prestation à 100%. L'acceptation de la VA, entraine une période de VSR de 3 mois pendant laquelle le titulaire se devra de reprendre tout incident et/ou anomalie sans surcoût.
Prestations de type 4 :	Appui à la recette des évolutions nécessaires pour la mise en place progressive de la nouvelle solution et son intégration	❖ A validation du service se fait en fin de mission, au vu notamment des livrables fournis, à 100% à terme échu. Dans le cas où l'accompagnement aurait une durée supérieure à 3 mois, des acomptes seront versés trimestriellement au vu des prestations réalisées et un solde à hauteur de 10% à la fin de la mission.
Prestations de type 5 :	Réversibilité	❖ A la validation des livrables essentiellement documentaires. 100% à terme échu.

Mentions sur les factures

Outre les mentions légales, les factures doivent obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Date de la facture,
- numéro de facture,
- identité du titulaire :
 - o dénomination sociale (ou nom et prénom pour un entrepreneur individuel),
 - o adresse du siège social,
 - o adresse de facturation (si différente),
 - o numéro de Siren ou Siret, code NAF, et :
 - ville du greffe d'immatriculation (pour les commerçants),
 - numéro au répertoire des métiers et département d'immatriculation (pour les artisans).
 - o forme juridique et capital social (pour les sociétés),
 - o référence du compte bancaire (identique à celui mentionné dans le RIB joint à l'acte d'engagement).
- Identité de l'ONF (voir infra : mentions spéciales Chorus Pro) et :
 - o adresse du service ayant passé la commande
 - o adresse de facturation (si différente),
 - o numéro de Siren ou Siret.
- Renseignements propres à la prestation :
 - o description détaillée de la prestation,
 - o numéro du marché (voir infra : mentions spéciales Chorus Pro),
 - o numéro de la commande (voir infra : mentions spéciales Chorus Pro),
 - o les montants HT, et TTC, ainsi que le taux et le montant de la TVA,
 - o les quantités si pertinent,
 - o le montant total HT et TTC.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées.

Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse ci-dessous :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

➤ Facturation électronique : via l'outil Chorus Pro.

Pour toutes les autres titulaires, il est obligatoire d'utiliser le portail CHORUS Pro mis gratuitement à la disposition de l'ensemble des fournisseurs de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics. Après inscription il permet de :

- Déposer ou suivre une facture,
- suivre le traitement de ses factures,
- ajouter de pièces complémentaires nécessaires au traitement de sa facture.

Le titulaire peut transmettre ses factures selon trois modes différents :

1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro.

Cette transmission s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2 avec chiffrement TLS.

2) Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :

- soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
- soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé.

3) Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son logiciel comptable système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Pour toute question, et sous réserves de modifications, le titulaire est invité à utiliser les moyens suivants :

- sur le portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>, :
 - o **Le Livechat** permet de communiquer directement avec un technicien en passant par ClaudIA disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question ») et en lui demandant une mise en relation avec un conseiller. (Disponible de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés),
 - o **Utiliser l'assistante virtuelle « ClaudIA »** disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question »),
 - o **Saisir une sollicitation :**
 - En mode connecté : **Saisir une sollicitation** (via l'espace « Sollicitations émises ») si vous êtes identifiés sur le portail Chorus Pro,
 - en mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de page d'accueil du portail Chorus Pro.
- Le site d'aide et d'information : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

➤ **Mentions spéciales Chorus Pro.**

Les factures doivent être envoyées avec les mentions précisées supra. Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :
Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXX.
- Numéro d'identification :
662 043 116 04119 pour le siège de l'ONF ou le SIRET mentionné sur le bon de commande.
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

8.6. Modalités essentielles de paiement

8.6.1 - Avances

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance de 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché lui sera versée. Les règles relatives aux avances sont fixées par l'article R.2192-24 du code de la commande publique.

8.6.2 - Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

8.6.3 – Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

8.6.4 – Délais de paiement

Conformément aux articles L.2192-10 et R.2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est de 60 jours maximum.

Le paiement se fait par virement administratif.

Les modalités de calcul du déclenchement du délai de paiement sont précisées aux articles R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Le délai global de paiement est automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

8.6.5 – Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (voir articles L.2192-12 à L.2192-14 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.6.6 – Comptable assignataire

Le comptable assignataire de la dépense est mentionné sur l'acte d'engagement.

8.6.7 – Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

9 PENALITES

9.1. Pénalités pour retards

9.1.1 Pénalités sur les prestations

Pour les pénalités, en dérogation de l'article 14 CCAG TIC

Chaque fois que les délais contractuels de livraison et/ou d'exécution prévus aux pièces de l'accord-cadre ou dans les bons de commande, le cas échéant dans les ordres de services, n'ont pu être respectés par le titulaire de son fait, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée :

- soit par application de pénalités ;
- soit sur la base d'un système de points de pénalités unitaire (PPU).

Retard sur le planning et/ou les délais annoncés au CCTP

5% du montant globale et forfaitaire de la prestation 1 (initialisation / acquisition) dès lors que le retard est inférieur à 5 jours ouvrés par rapport aux délais mentionnés dans le CCTP ou dans l'offre du titulaire si optimisé.

10% si le retard est supérieur à 5 jours ouvrés.

5% du montant globale et forfaitaire de la prestation réversibilité dès lors que le retard est inférieur à 5 jours ouvrés par rapport aux délais mentionnés dans le CCTP ou dans l'offre du titulaire si optimisé.

10% si le retard est supérieur à 5 jours ouvrés

Retard sur les livraisons logicielles

5% sur la commande concernée par jour ouvré de retard.

Points de pénalités unitaires

Pour certaines prestations, l'administration se base sur un système de points de pénalités unitaire (PPU) qui correspond à des cas de démerite présent au titre de cet accord-cadre.

Le montant d'un point de pénalités unitaire (1 PPU) est fixé à 500 €.

L'ONF calcule trimestriellement les pénalités applicables en cumulant tous les PPU qui n'ont pas fait l'objet de sanctions au titre du précédant décompte.

Les différents cas de démerite et leurs valorisations sont indiqués dans le tableau suivant :

Intitulé de la prestation	Cas de démerite	Points de démerite	Plafonnement des pénalités
Correspondants et intervenants du titulaire	Le chef de projet n'a pas été remplacé à niveau équivalent dans le délai prévu	1 PPU par jour ouvré de retard de remplacement à niveau équivalent.	S/O
	Le préavis de départ d'un membre clé de l'équipe du titulaire (selon l'ONF) n'a pas été respecté	1 PPU par jour calendaire de retard de préavis.	S/O
	La période minimale de recouvrement entre ancien et nouveau membre clé de l'équipe du titulaire (selon l'ONF) n'a pas été respectée	1 PPU par jour ouvré de recouvrement non assuré.	S/O
	Le chef de projet n'est pas présent deux jours par semaine sur site (sauf accord ONF)	1 PPU par jour ouvré d'absence. Au bout de 10 jours ouvrés d'absence sur un semestre, 2 PPU par jour ouvré d'absence.	S/O
	Absence de l'équipe renforcée sur les 3 jours	0.5 PPU par jour ouvré et personne concernés.	20 % du bon de commande concerné.

Comitologie	Non tenue d'un comité du fait du titulaire	1 PPU par comité concerné.	S/O
	Le titulaire du marché n'a pas respecté les délais de remise des comptes rendus/ ordre du jour	0,2 PPU, pénalité forfaitaire.	S/O
Documentation incomplète ou de mauvaise qualité	Le titulaire n'a pas respecté les livrables documentaires	Somme forfaitaire correspondant à 5% de la commande en lien avec la documentation si celle-ci est incomplète ou inutilisable. 10% si elle est inexistante.	S/O
TMA	Le titulaire n'a pas respecté les engagements contractuels de traitement (résolution et solution de contournement) des anomalies définies à l'article 5.2.1 maintenance des applications coupes	En cas de non-respect des délais de traitement des anomalies : - Gravité 1 : 1 PPU par heure ouvrée. - Gravité 2 : 1 PPU par jour ouvrée.	25% du montant de la prestation, les catégories se cumulant, hors catégorie bloquante.

9.1.2 Autres Pénalités

Pénalités pour non-respect des clauses SSI

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une sanction égale à 0,5 % du montant exécuté HT du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une sanction égale à 2 % du montant exécuté HT du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Réfactions selon les indicateurs de qualité

Conformément à l'article 34.3 du CCAG-TIC, l'administration peut décider de privilégier des réfactions de prix dès lors que la qualité des prestations est jugée insuffisante.

Pénalités pour non-respect d'une exigence contractuelle

Hormis les cas de pénalités spécifiques prévus aux autres articles du CCAP, dans le cas où un engagement prévu à la charge du titulaire ne serait pas respecté, celui-ci encourt sur simple constatation du ministère de la justice, une pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire, à compter du jour de la constatation du manquement et jusqu'au jour de constatation du respect de l'engagement concerné par le titulaire.

Obligation de conseil

En tant que professionnel reconnu, le titulaire a une obligation de conseil envers l'ONF. En cas de manquement constaté, le titulaire sera mis en demeure sur son défaut de conseil. Il aura 15 jours pour apporter ses observations. En l'absence de retour ou si ces observations s'avéraient insuffisantes, une pénalité forfaitaire à hauteur de 500 € sera alors appliquée.

Le montant confondu total des pénalités ne pourra dépasser 30% du total commandé sur chaque année du marché.

9.2. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en

demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, pour prestations non conformes, manquantes ou pour retard de livraison ou de réalisation des prestations, les réfections et toutes mesures modifiant les prix seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

10 PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ONF est seul titulaire des droits sur les documents, les données et les informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire pour les besoins des marchés auquel ce dernier pourrait avoir accès. À la stricte fin de permettre aux titulaires d'effectuer les prestations objets du marché, l'ONF lui concède le droit d'utilisation, de copie et de modification, dans la limite de la durée du marché et pour les besoins uniques des prestations et sur l'infrastructure matérielle du titulaire ou de l'ONF.

Il est fait application d'article 46 du CCAG TIC, portant sur le régime des résultats.

11 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du Code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

12 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le présent marché public comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel :

Préambule – précisions terminologiques :

Pour l'application du présent article, le Responsable de traitement au sens du RGPD est l'Office national des forêts représenté par la Directrice générale, situé 2 bis avenue du Général Leclerc, CS 30042, 94704 Maisons-Alfort Cedex et le Sous-traitant est le titulaire du marché public.

Adresse du délégué à la protection des données personnelles : dpo@onf.fr.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'ONF les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'ONF, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s) suivante (s) :

Nature et la finalité des traitements	I. Traitements liés à la fourniture des services prévus au contrat principal (art. 28 3 a) du RGPD).
Type de données à caractère personnel	Par exemple : Salariés ONF : <ul style="list-style-type: none">Nom, prénom, numéro d'identification LDAP, fonction, poste, numéro de téléphone, adresse email, des informations génériques personnelles comme : numéro de sécurité sociale, nombre d'enfants à charge, grade/échelon, paie, régime, etc... Clients et fournisseurs : <ul style="list-style-type: none">Données d'identification (civilité, nom, numéro d'identifiant SIRET, téléphone, fax, email, adresse fiscale, code NAF, statut juridique SAP)
Catégories de personnes concernées	Tous les personnels ONF (salariés, stagiaires, intérimaires, prestataires) Tous les salariés et ayants droits des clients et fournisseurs de l'ONF
Durée des traitements (c'est-à-dire durée au-delà de laquelle les données sont effacées au titre du « droit à l'oubli »)	Durée d'utilisation des logiciels

Pour l'exécution des prestations objets du présent marché public, l'acheteur met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes.

Les obligations du titulaire vis-à-vis de l'ONF sont prévues à l'article 28.3 du RGPD.

Obligation de l'ONF (article 24 du RGPD)

L'ONF est seul titulaire des droits sur les Données traitées dans le cadre de l'utilisation de la Solution. Il en est donc en conséquence seul responsable, ainsi que de leur exactitude.

Compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes

physiques, l'acheteur met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément au règlement général sur la protection des données. Ces mesures sont réexaminées et actualisées si nécessaire. Les mesures comprennent la mise en œuvre de politiques appropriées en matière de protection des données.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

L'ONF décide de faire application de l'Option 1 prévue aux articles 13 à 15 du RGPD détaillée ci-après :

☒ Option 1

Il appartient à **l'acheteur** de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de **48 heures** après en avoir pris connaissance et par courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible **72 heures** au plus tard après en avoir pris connaissance.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité indiquées dans son offre :

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur, dans le cadre de la réversibilité.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire et de ses éventuels sous-traitants.

Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire a désigné la personne dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement comme étant son délégué à la protection des données conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - o les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - o la procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits

Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire ;

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel » ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ; veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

13 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

13.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou

réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

13.2. Travail clandestin

Le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatif au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

13.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

12 OBLIGATION DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

13 LITIGES

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

14 RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 8 du CCAG-TIC et à l'article 9 du présent CCAP.

Conformément à l'article 54 du CCAG-TIC, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

15 ASSURANCE

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

16 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'ONF s'est engagé, dans le cadre de la gestion durable des forêts, dans une politique environnementale impliquant le respect de mesures destinées à réduire les impacts significatifs des activités sur l'environnement.

En conséquence, l'ONF attend de tous ses cocontractants – acheteurs, fournisseurs, titulaires de services..., qu'ils apportent une attention soutenue aux stipulations des cahiers des charges et aux clauses particulières intégrant des mesures de protection de l'environnement. Le co-contractant reconnaît être parfaitement informé de cette exigence de l'ONF et s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs et titulaires et sous-traitants divers susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution de son contrat principal le liant à l'ONF.

17 DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Le présent CCAP déroge au CCAG-TIC comme indiqué ci-après :

CCAP		CCAG TIC	
Articles	Libellé	Articles	Libellé
4	Documents constitutifs du marché	4.1	Pièces contractuelles
7	Modalités de réception des prestations	32	Vérifications
9	Pénalité pour retard ou non-conformité	14	Pénalités